Espace public et démocratie

Pascal Urbain *2017*

Christo (1935-), emballage du Reichstag, Berlin, Allemagne, 1995.

On veut croire que l'espace public a partie liée avec la démocratie.

Au sens très lâche des mots d'aujourd'hui, c'est vrai. Quand on parle de « démocratisation » de l'université ou de la culture, on ne parle pas d'un mode d'exercice du pouvoir dans ces domaines, mais du « plus grand nombre » qui devraient avoir accès à ces domaines. Et quand on parle d'espace public, on désigne indifféremment les rues et les places, les extérieurs de hlm, les galeries marchandes, les halls de gares et d'aéroports, les musées et les salles de concerts, les parkings attenants, bref, tout ce qui est ouvert au plus grand nombre. Par le miracle de ces deux généralisations abusives, le lien entre l'espace public et la démocratie est quasiment tautologique : l'espace du plus grand nombre est ouvert au plus grand nombre. C'est vrai, mais ça ne casse pas trois pattes à un canard.

Aux sens plus précis des termes, il n'y a pas de relation de cause à effet entre la démocratie et l'espace public.
Au sens strict, la « démocratie » désigne l'exercice du pouvoir par le peuple, l'un et l'autre termes pouvant varier en importances. Tendanciellement, la démocratie des origines concernait un peuple assez petit (dont ne faisaient partie ni les femmes, ni les esclaves, ni les métèques) qui disposait d'un grand pouvoir. La démocratie actuelle concerne un grand peuple qui exerce de petits pouvoirs (limités par des instances technocratiques qui contrôlent la finance, le commerce, l'économie, la justice, etc.). À ceci près qu'on élargit le peuple en restreignant son pouvoir, la « démocratie » a un seul sens strict.
« L'espace public » a plusieurs sens. L'expression est assez récente. En 1962, chez Habermas[1], elle désigne les lieux où les citoyens s'assemblent pour forger une libre opinion publique : les salons, les cafés, aussi bien que la rue. Après les années soixante-dix du siècle dernier, « espace public » en vint à désigner les lieux qui sont de droit public – ce qu'en d'autres temps on appelait les « communs », ouvert à tous et appartenant à tous.
Dans un sens comme dans l'autre, l'espace public n'entretient que des rapports occasionnels avec la démocratie. Au sens d'Habermas, il y eut avant le XVIIIème siècle des démocraties locales, traditionnelles, où l'opinion publique ne se libérait ni des croyances, ni des conventions, ni des

[1] Jürgen Habermas, *L'espace public*, 1962, traduction Marc de Launay, Paris, Payot, 1993.

lieux d'exercice du pouvoir ; et tout au long XVIIIème siècle il y eut aussi des opinions publiques qui se constituaient dans des monarchies absolues. Dans l'autre sens du terme, qui nous concerne plus directement ici, il y eut des communs aux temps des seigneurs *et*, désormais, il y a des démocraties qui privatisent leurs communs.
En toute rigueur logique, il n'y a donc aucune correspondance (⇔) ni aucune implication (⇒) entre l'espace public et la démocratie, telles que *si l'un, alors l'autre*.

Au sens commun – il ne se trompe pas toujours – il y a pourtant un lien qu'on peut dire dialectique (malgré toute l'ambiguïté d'un terme passé de mode) entre les deux termes. On le ressent avant de le comprendre : la multitude qui se hâte dans la rue, chacun vaquant à ses propres occupations, peut à tout moment devenir une foule en marche, un peuple revendiquant un pouvoir. Et ce pouvoir, même quand il s'exerce seul, « dans le secret de l'isoloir », on ne l'imagine pas autrement que par ses manifestations publiques. Au terme d'une élection, quand un camp l'a emporté sur un autre, il lui reste encore à en témoigner *dans la rue*, à la Bastille ou au Louvre. L'évidence ressentie – l'espace public et la démocratie ont partie liée – mérite d'être expliquée.

C'est en termes de dynamiques conflictuelles que se conçoivent leurs liens. Les démocraties ont libéré les opinions publiques, fussent-elles hostiles à la démocratie. Les libres opinions ont renversé les despotes, fussent-ils éclairés. À l'envers, les seigneurs ont accaparé les communs, les intérêts privés les confisquent aujourd'hui. C'est en étudiants les dynamiques, plutôt que les états de fait, que des liens vigoureux apparaissent entre la démocratie et les communs, pour ceux qui en sont les partisans, comme pour leurs adversaires.

Non seulement la démocratie a des adversaires, mais ses partisans eux-mêmes sont adversaires entre eux, en particulier quand il s'agit de déterminer les parts respectives des propriétés privées et publiques. Une démocratie n'est que très provisoirement en paix, tout autant qu'elle peut transformer un conflit ouvert en rapport de forces : on se montre, on se jauge et, si tous s'accordent sur les forces en présence, on négocie, sans avoir à en venir aux mains. D'un côté, chaque camp a intérêt à dissimuler une partie de son jeu, à surestimer ou à mésestimer sa force, pour décourager l'adversaire ou pour le pousser à la faute. D'un autre côté, le conflit ouvert n'est finalement évité que dans la mesure où chacun est raisonnablement informé des forces en présence. La démocratie suppose donc une covisibilité des intérêts et des forces en présence. Au titre des représentations sociales et culturelles, cette covisibilité peut faire l'économie de lieux réels. ; la presse, la radio, la télévision, ont pu faire l'affaire, tant que la covisibilité était assez fiable pour éviter les conflits ouverts ; ce n'est plus tout-à-fait le cas en ce qui concerne Internet. Mais ce qui détermine réellement la nécessité d'un espace réel de covisibilité, c'est moins la représentation des intérêts que la possibilité d'un conflit ouvert. Un rapport de force n'est efficient que s'il exprime cette possibilité. Dans une file d'attente, si je cède en maugréant à un malabar qui m'est passé devant, ce n'est pas seulement parce que je l'estime plus fort que moi. C'est plus pratiquement parce que, *si nous en venions aux mains*, il aurait le dessus, ce que je préfère éviter. Un rapport de force serait vain sans la possibilité d'un passage à l'acte. Et ce passage à l'acte nécessite un champ de bataille. À l'heure des cyberattaques et des drones, ou pourrait imaginer un conflit « virtuel ». Mais pour que celui qu'on veut soumettre se soumette effectivement, il faut entraver ses moyens de subsistance ou d'action. On devra en passer par une contrainte par corps, ou par la menace d'une contrainte par corps. On peut le dire aussi à la façon des militaires modernes : pour gagner une guerre, in fine, « il faut des troupes au sol », à s'en rougir les mains. En ce sens, l'espace public est à la fois le lieu, réel ou virtuel, peu importe, de représentation des rapports de force, et le champ d'une bataille en suspens, toujours bien réel.

Joseph Heintz le Jeune (1564-1609), La guerre des poings, 1673

Parfois, la bataille a lieu. Au XVIème siècle, à Venise, deux clans habitants deux quartiers voisins s'affrontaient régulièrement, Les Castellani de San Pietro di Castello, et les Nicolotti de San Nicolo dei Mendicoli. La guerre avait lieu de septembre à la Noël, sur le Ponte dei Pugni, qui était sans parapet. C'était violent mais codé. La plupart du temps, on substitue un jeu à la bataille réelle, on transfère et on contient la violence dans l'espace de représentation, comme au Palio de Sienne, qui oppose les quartiers de la ville dans une course de chevaux un peu gaillarde.

Par malice, l'éventualité d'un conflit a été évoquée d'abord. Mais bien évidemment, l'espace public est aussi un lieu de collaboration, de complicité, d'urbanité, d'amour, qui joue aussi sur le double registre d'une représentation et d'un passage à l'acte, plus désirable que le premier.

Henry Holiday (1839-1927), Dante et Beatrice, 1882-1884

Dans le monde actuel, la ville peut rester ou redevenir un lieu d'apaisement de la guerre de tous contre tous, et un lieu de coexistence de tous avec tous, à deux conditions :

– qu'elle soit un espace un espace disponible, plutôt qu'un espace affecté ;
– qu'elle soit un espace intelligible, plutôt qu'un espace intelligent.

Un espace disponible, plutôt qu'un espace affecté

Rond-point de Pudong, Shanghai, Chine.

Le mot « partage » est assez ambigu pour décrire la situation de l'espace public, puisqu'au sens propre il divise, alors qu'en sens figuré il réunit : partager un gâteau, c'est le diviser ; mais partager un repas, si rien n'y manque, c'est se réunir. L'espace public est constamment tiraillé entre ces deux sens du mot : d'un côté, on s'y rencontre, on s'y croise, on y est ensemble, et on prend plaisir à la présence des voisins ; de l'autre, la promiscuité nous insupporte et on voudrait pouvoir s'approprier personnellement telle ou telle partie de notre bien commun.

Pour des raisons techniques et politiques, cette appropriation est mise en œuvre, l'espace public est affecté à telle ou telle fonction, à telle ou telle activité, à telles ou telles personnes.

Les raisons techniques ne manquent pas pour diviser l'espace public, en particulier pour séparer les déplacements. Et dans une certaine mesure, ces raison techniques sont efficaces. La réinvention du *trottoir*, au XVIIIème siècle[1], a contribué à l'accélération des déplacements en voiture et à la sécurité des piétons. Les *bandes cyclables*, sur chaussée, et les *pistes cyclables*, en site propre, ont facilité la vie des cyclistes et augmenté leur nombre. Les *transports collectifs en sites propres* ont aussi permis des déplacements plus rapides qu'en voiture privée. Les *flux dénivelés* – en sous-sol ou en sursol – ont raréfié les points de croisement, de rencontre et de frictions entre les différents modes de déplacements. On sait, en mécanique des fluides, que des flux contraires, des vitesses et des viscosités variées, des resserrements et des élargissement brusques, provoquent des frictions, des dépressions et des surpressions, des turbulences innombrables qui nuisent à la performance d'un système de déplacements. Tout va mieux si chaque type de flux, ou même chaque atome en déplacement, est canalisé dans son propre tuyau, idéalement

[1] Le trottoir existe dans l'Antiquité mais disparaît au Moyen-Age. Le mot « trottoir » apparaît au XVIIème siècle, pour désigner des pistes surélevées le long des quais. Le trottoir, tel que nous le connaissons, apparaît au XVIII ^{ème} siècle en Angleterre, puis en France, peu avant le XIXème siècle.

adapté à sa pression et à sa vitesse. En sorte que la pure raison technique conduit à fragmenter l'espace public en couloirs spécialisés.

Les raisons politiques ne manquent pas non plus pour abolir les communs. On sait qu'un « rassemblement de plus trois personnes » peut menacer l'ordre public, et qu'en certaines circonstances on l'interdit[1]. Mais plus insidieusement et plus fréquemment que cette mesure d'exception, motivée, assumée et contrôlée, c'est la brigue électorale qui décompose l'espace public. Plutôt que de s'adresser à l'ensemble des citoyens, ou à chacun d'entre eux, il est avantageux de séduire des petites communautés d'opinions, en leur affectant des espaces dédiés : un espace pour les parents d'enfants en bas âge ; un espace pour les skateurs ; un espace pour les séniors ; un espace pour les boulistes ; un petit espace pour les nains, etc. Alors que l'attribution de subventions sonnante et trébuchante est très encadrée, suspectée et contrôlée, l'attribution d'espaces publics est plus libérale, en particulier en faveur des commerçants, qui sont d'excellents relais d'opinions. Somme toute, il est heureux qu'il y ait dans nos villes des aires de jeux réservées aux très jeunes enfants, des skates-parcs, des jardins calmes, des terrasses de cafés et des étals sur les trottoirs. En sorte que la pure raison politique conduit, la plupart du temps, à fragmenter l'espace public en domaines cloisonnés.

Mais le cumul des raisons techniques et politiques se retourne contre l'intérêt général. Si les trottoirs ont été un progrès, en *raréfiant* les accidents corporels, ils les ont aussi *aggravés* en accélérant les flux de véhicules. Si les sites propres, dédiés aux vélos ou aux bus, ont été des progrès, dans des rues de largeurs constantes, ils ont restreint les trottoirs dédiés aux piétons. Si les équipements dédiés facilitent la vie de nombreux groupes d'affinités, ils raréfient les rencontres entre les groupes. Si les terrasses de cafés sont bien agréables, elles sont de plus en plus cloisonnées. Si les devantures attirent nos regards, elles entravent nos déplacements dans les rues étroites. Et gare au mendiant qui passe entre les tables d'un café, gare au guitariste qui troubles la tranquillité des vieillards, gare au piéton qui traverse distraitement, gare au passant qui empiète sur une piste cyclable. Tous provoqueront l'indignation, la réprobation, et finalement les insultes de ceux qui s'estiment usagers ou propriétaires exclusifs de telle ou telle partie de l'espace public. Parce que tendanciellement, n'importe quel citoyen, fut-il de la plus exquise urbanité, devient un jean-foutre quand on lui réserve une part de l'espace public.

L'urbanité n'est pas de nature, mais de culture. L'accommodement à l'étrangeté des autres ne s'épanouit que par un contact prolongé avec la foule des altérités. C'est l'espace public qui fait naître l'urbanité. La fragmentation de l'espace public peut la faire disparaître. L'urbanité nait dans un espace disponible ; elle peut crever dans un espace affecté.

La disponibilité n'encourage pas forcément à tout faire, tout voir et tout entendre, tout le temps. Nos vies quotidiennes sont souvent prévisibles. À une certaine heure on se lève, on déjeune, on se lave, on vaque à ses occupations… Tout autant qu'on s'y intéresse, les vies quotidiennes de ceux que nous croisons semblent aussi réglées que la nôtre ; les modulations du quotidien sont souvent minuscules : une brève altercation ; un chapeau surprenant ; un quidam étonnamment joyeux ; une lumière rare ; un parfum furtif. Mais les petites choses qui passent évoquent celles, de plus hautes magnitudes, qui pourraient se passer : un élan populaire ; une rencontre amoureuse ; une révélation. Ça n'arrive pas si souvent, quand même l'espace s'y prête. La disponibilité de l'espace public est justement d'être en puissance, plutôt qu'en acte, en suspens permanent.

[1] Tout récemment dans deux quartiers de Molenbeek, de 21 heures à 5 heures, fin 2016 et début 2017.

Piazza Navona, Rome, Italie.

Un espace disponible n'est pas informe ; mais la forme urbaine qui l'identifie, qui le distingue, ne préjuge pas d'une pratique urbaine déterminée, ni d'une signification précise. La place Navona, à Rome, qui fut un stade, est aujourd'hui massivement consacrée aux pratiques touristiques. Mais elle n'est pas *affectée* aux touristes. Ce qui leur est spécialement destiné – les fonds de tasses de cafés à huit euros pièce, les terrasses, les portraitistes, les vendeurs à la sauvette – est bien petit, bien provisoire, dans l'immense stade de pierre, dont les significations désormais nous échappent. Ce qui fut, il y a un bail, un espace *affecté* à la course à pieds, est devenu un espace *disponible*. Ses hautes formes baroques sont indifférentes aux croutes qu'on vend à leurs pieds, et aux petites fusées fluorescentes que des camelots lancent à l'assaut d'un ciel sans étoile. Ça leur passera. L'espace public est ce qui survit aux hommes.

On a vu, tour à tour, les avantages et les inconvénients des espace public affectés et disponibles. D'un côté, l'espace public affecté est un monde efficient, d'autant plus fluide que personne ne croise ceux qui ne sont pas de sa catégorie, de son clan. Mais cet espace exclu par principe la surprise, l'événement et la mutation. D'un autre côté, l'espace public n'est jamais parfaitement adapté à ce qui s'y passe. Les flux y sont plus difficiles à gérer. Renoncera-t-on à la rencontre fortuite, au nom de l'espace public affecté ? Renoncera-t-on au trottoir, au nom de l'espace public disponible ? On peut craindre qu'il n'y ait pas de choix univoque, ni même de juste milieu.

On n'a pas d'exemple de ville idéale, qui ne soit pas en équilibre instable. Tout est affaire de tendance. Tout au long du XXème siècle, les décideurs ont favorisé une ville fonctionnelle, ou les flux sont séparés, où l'espace commun est, par fragments, affecté à des fonctions catégorielles. Depuis un quart de siècle, on réinvente des flux mêlés, sur un espace public sans fonction spécifique, une espace disponible à tous. On peut seulement espérer que cette nouvelle tendance perdure.

Un espace intelligible, plutôt qu'un espace intelligent

Shane Black, Iron Man 3, 2013.

Un espace public démocratique est, avant tout, un espace intelligible par tous, compréhensible par tous, ou plus clairement encore, connaissable par tous, où à peu près. Parce qu'un espace inconnaissable et incompréhensible par le plus grand nombre sera tôt ou tard gouverné par le petit nombre de ceux qui le connaissant et le comprenne. On sera alors passé de la démocratie à la technocratie, à moins que nous n'y soyons déjà.

Pour évoquer ce danger, on choisit l'adjectif « intelligent », en référence aux « smart cities ». La notion de « ville intelligente » a tous les traits caractéristiques d'un baratin, ou plus précisément d'une « bullshit »[1].

Le baratineur n'est pas un menteur : le menteur veut nous faire croire ce qu'il dit ; le baratineur veut nous faire croire qu'il est sincère. « Quand un honnête homme s'exprime, il ne dit que ce qu'il croit vrai ; de la même façon le menteur pense obligatoirement que ses déclarations sont fausses. À l'inverse, le baratineur n'est pas tributaire de telles contraintes : il n'est ni du côté du vrai ni du côté du faux. À l'encontre de l'honnête homme et du menteur, il n'a pas les yeux fixés sur les faits, sauf s'ils peuvent l'aider à rendre son discours crédible. Il se moque de savoir s'il décrit correctement la réalité. Il se contente de choisir certains éléments ou d'en inventer d'autres en fonction de son objectif. »[2] Et c'est très visiblement ce que font les promoteurs de la ville intelligente.

Sur Wikipédia, on apprend qu'une ville intelligente peut être identifiée « selon six dimensions principales » : une « économie intelligente », une « mobilité intelligente », un « environnement intelligent », des « habitants intelligents », un « mode de vie intelligent » et, enfin, une « administration intelligente »[3].

---

[1] Harry G. Frankfurt, *On Bullshit*, Princeton University Press, 2005, traduction *De l'art de dire des conneries*, Mazarine, 2017.
[2] Idem, p.65.
[3] Wikipédia, *Ville intelligente*, citant Rudolf Giffinger, *Smart cities – Ranking of European medium-sized cities*, Centre of Regional Science, 2007.

La ville intelligente est aussi « celle qui sait à la fois attirer et retenir des entreprises employant de la main-d'œuvre hautement qualifiée »[1]. Enfin, « c'est dans ce cadre que se développe aujourd'hui le concept de réalité augmentée à travers la téléphonie mobile ». Le baratin enchaine, sans aucun lien logique, une projet désirable – *être intelligent dans tous les domaines* – un projet social – *exclure les travailleurs peu qualifiés* – et un projet marchand – *enrichir les entreprises informatiques.*

Smart city, Anonyme et non daté.

Une recherche d'image est encore plus instructive que Wikipédia. Les mots clefs « Smart City » renvoient presque toujours à des diagrammes enfantins qui montrent, d'une part, que la ville est très compliquée, et d'autre part, qu'elle se maîtrise du bout des doigts.

L'accumulation d'icônes jetées en vrac n'est probablement pas une erreur de communication. Comme toujours, le message, c'est le médium[2].

Les icones aussi désirables que mystérieuses, le dessin infantile, les couleurs prépubères, c'est le cœur du message : c'est joli, c'est désirable, d'autant plus qu'on n'y comprend rien ; laissons-nous tenter ; laissons-nous faire.

La plupart du temps la ville intelligente nous est servie *sur un plateau*, et ce plateau est un appareil informatique.

Du bout des doigts on accède à la ville et au monde, à ce foutoir dont on doit se réjouir, dès lors qu'on le maîtrise – *et seulement si on le maîtrise*. Promouvoir la ville intelligente, c'est présenter un monde flou, qui ne redevient net que par l'intermédiaire de la machine.

---

[1] Idem, citant Jean Bouinot, *La ville intelligente*, LGDJ, 2004.
[2] Marshall McLuhan, *Understanding Media: The extensions of man*, 1964, traduction *Pour comprendre les médias : les prolongements technologiques de l'homme*, 1968/

Smart city, Anonyme et non daté.

Ce pur baratin vise à masquer, assez mal, des objectifs réels, social et marchand : la ségrégation sociale des métropoles (c'est fait) ; l'informatisation de l'administration urbaine (c'est tout comme) ; l'informatisation des pratiques urbaines (c'est en cours).

Dans ce contexte, en déléguant des compétences humaines à des machines, ne risque-t-on pas qu'elle s'atrophie chez l'homme ? C'est une question aussi vieille que la pensée humaine, dont l'incertaine réponse peut s'appuyer sur trois expériences passées : les délégations de la force, de la mémoire et du calcul humains.

Du cheval de trait au cheval-vapeur, la force humaine a été beaucoup déléguée. Ce ne fut pas sans effet. Mais contre toute attente la force humaine s'est accrue ; les machines ont permis à une partie de l'humanité d'être mieux nourrie, mieux lavée, mieux soignée. La force humaine, désormais inutile, s'est redéployée dans le sport. Le corps humain ne s'est jamais aussi bien porté qu'aujourd'hui dans les classes supérieures des pays développés. Dans les classes défavorisées, en revanche, il y eut aussi un accroissement des maladies sédentaires, comme l'obésité.

Le bilan est aussi contrasté pour la délégation de la mémoire humaine. Platon nous racontait que le Dieu Theuth aurait « inventé le premier les nombres, le calcul, la géométrie et l'astronomie ; les jeux d'échecs, de dés, et l'écriture. Theuth vint donc trouver le roi, lui montra les arts qu'il avait inventés, et lui dit qu'il fallait en faire part à tous les Égyptiens. Mais lorsqu'ils en furent à l'écriture : Cette science, ô roi ! lui dit Theuth, rendra les Égyptiens plus savants et soulagera leur mémoire. […] Le roi répondit : [l'écriture] ne produira que l'oubli dans l'esprit de ceux qui apprennent, en leur faisant négliger la mémoire. »[1] Pour ce qu'on sait des populations sans écritures, leur mémoire mot-à-mot était effectivement beaucoup plus développée que la nôtre. Mais toute mémoire n'a pas disparue ; elle s'est redéployée dans d'autres domaines, qu'on peut rapidement résumer par un aphorisme suffisant et facile : la culture, c'est ce qui reste quand on a tout oublié[2].

[1] Platon, Phèdre.
[2] La formule est attribuée à Édouard Herriot, « La culture, déclare un pédagogue japonais, c'est ce qui demeure dans l'homme lorsqu'il a tout oublié », *Notes et maximes*, Hachette, 1961. Mais on attribue aussi la citation à la suédoise Ellen Key, « L'éducation est ce qui reste quand nous oublions ce que nous avons appris. » *Revue Verdandi*, 1891.

Après Theuth et Gutenberg, la mémoire humaine, recomposée, fut plus considérable que jamais. Mais la Renaissance et son imprimerie ont considérablement accru les différences culturelles entre les masses et les élites. La culture savante est aussi inégalement répartie que la forme physique.

Le calcul arithmétique, forme rudimentaire d'intelligence, a été plusieurs fois délégué, par les bouliers, par les calculatrices mécaniques et, plus massivement dans les années soixante-dix, par les calculettes électroniques. Cet évènement est assez ancien pour être traité d'expérience. Les compétences humaines de calcul mental ont chuté, avant de se redéployer dans l'estimation des ordres de grandeurs. Mais cette compétence, elle aussi, est très inégalement répartie.

Dans l'ensemble, la prédiction de Pharaon était fausse : la délégation de compétence n'a pas entrainé de baisse des compétences humaines. En revanche, ces compétences se sont très inégalement recomposées. Que se passera-t-il, alors, quand les ordinateurs nous dépasseront en toutes intelligences ? Comme nous en sommes averti par les exemples précédents, il est probable que l'homme, désormais surpassé, n'en sera pas pour autant abruti, pas plus qu'il n'a été amnésié par l'écriture ou affaibli par la force mécanique.

En revanche, on doit s'attendre à un redéploiement considérable et inégalitaire des compétences intellectuelles. Nous y sommes déjà en ce qui concerne l'emploi, dans un monde robotisé : comme les emplois mécanisables à moindre coût que le travail humain disparaissent, le coût du travail humain peu qualifié doit baisser pour « sauver les emplois ». D'autres inégalités seront liées à l'informatisation des pratiques urbaines. Pour en évaluer l'impact, il peut être utile d'en distinguer trois modalités : la domesticité, la socialité et la subjectivité.

La domesticité

Les services à la personne sont partiellement informatisés et peuvent l'être plus encore. On nous promet ou on nous propose une hygrométrie conforme à notre métabolisme, une heure de réveil adaptée à notre état physique, une cafetière qui se déclenche à l'heure dite, des volets qui s'ouvrent aux premières lueurs du jour, des stores qui se baissent au grand soleil, une porte qui s'ouvre d'un claquement de doigt, une voiture sans chauffeur qui se gare devant chez nous, un aspirateur qui profite de notre absence pour nettoyer les chambres, etc. Quiconque, dans les années quatre-vingt-dix, a tenté de minuter la cuisson différée d'un rôti, Quiconque, dans les années deux mille, a ferraillé avec un vidéoprojecteur qui s'obstine à projeter en 16/9ème une image en 16/10ème, quiconque s'est battu avec un GPS qui refuse obstinément de repérer la « Piazza del Duomo » sans adresse précise, peut légitimement douter que les nouveaux services seront plus performants que les nôtres. Mais l'essentiel n'est pas là : quand même ils seraient parfaits, ces services n'excèdent pas ceux qu'une armée de domestiques fournissent aux nantis, depuis des siècles. Et depuis des siècles, les capacités cognitives des élites n'en ont été que très partiellement infléchies : du mépris pour ceux qui ne sont pas du même monde ; de l'étonnement devant la colère de ceux qui veulent en être ; et à chaque fois que la domesticité faillit, un léger trouble que résume François Goulard, quand il cesse d'être ministre : « s'asseoir à l'arrière d'une voiture et s'apercevoir qu'elle ne démarre pas ». Ce bref désarroi, dont nous avons déjà l'expérience face au vidéoprojecteur récalcitrant et au nuage désynchronisé, ne casse pas trois pates à un canard. Mais il suggère une première fracture sociale, qui n'est pas liée au perfectionnement des machines, mais à leurs dysfonctionnements endémiques : comme les élites savaient mener leurs domestiques à la baguette, le commun des mortels, s'il veut utiliser des services informatisés, doit savoir dompter les appareils. Tous ne le sauront pas.

La socialité

Les réseaux sociaux informatisés fonctionnent plutôt mieux que les appareils domestiques. La vie des autres envahit la vie de chacun, ni plus ni moins que les constantes sollicitations sociales des notables d'ancien régime. La tyrannie du tweet n'excède pas de beaucoup celle du carnet de bal, à l'époque des corsets. Douce violence, qui disperse l'attention mais qui, tout autant, favorise le sens de la répartie, la légèreté et la vivacité mondaine, qui firent tout le charme et tout

l'aveuglement de la noblesse, juste avant qu'elle fût raccourcie. La « douceur de vivre » en société, que Talleyrand regrettait tant après la Révolution, n'a amoindri que la clairvoyance de ceux qui s'adonnaient aux plaisirs de l'instant, sans jamais en deviner la suite. Les réseaux sociaux sont de même nature. Au contraire de l'urbanité, qui nous fait côtoyer des étrangers de toutes espèces, parfois curieuses, souvent détestables, les réseaux sociaux favorisent un *entre-soi* qui s'élargit très au-delà d'un premier cercle familial et amical ; entre-soi de goûts communs, de proches sensibilités, de passions partagées qui, au-delà d'un millier de followers, peut apparaitre comme le monde entier. Idéalement, les innombrables mondes ne se rencontrent jamais, s'ignorent absolument, jusqu'à ce que chacun puisse douter qu'il puisse y avoir d'autres mondes que le sien. L'aveuglement s'ensuit. Dans un premier temps, les méfiances de tous vont à « l'élite », parce que c'est le seul monde qui soit visible par tous les autres. Dans un deuxième temps, viennent les heurts et les haines.

La subjectivité

De plus en plus, les fournisseurs numériques ajustent l'information fournie aux personnes qui les sollicitent. Le résultat d'une recherche dépend, explicitement ou implicitement, du sujet qui l'initie ; explicitement, quand le sujet recherche des amis ou des services à proximité de l'endroit où il se trouve ; implicitement, quand le fournisseur classe les informations requises en fonction de ce qu'il sait de la personne concernée. Très heureusement, les algorithmes sont encore rudimentaires. La plupart du temps, on vous propose d'aller là où vous êtes déjà allé, de voir ce que vous avez déjà vu, de lire ce que vous avez déjà lu, de penser comme vous avez déjà pensé. Les monomaniaques y trouvent leur compte. Les éclectiques passent leurs chemins. Mais on ne doute pas qu'à terme, tous seront piégés par de plus subtils algorithmes.

Ce qu'on appelle à tort la « réalité augmentée » sera de plus en éloignée de la réalité objective. Alors que depuis des siècles les progrès de la science *objectivaient* le monde, les fournisseurs numériques le *subjectivent*, à la mesure de chacun de leurs clients. Alors que la cartographie moderne *objectivait* notre position dans le monde, les techniques actuelles de géolocalisation *subjectivent* le monde qui nous entoure. Chacun d'entre nous serait destiné à évoluer dans une *ville Potemkine*, toute de faux semblants. On raconte – c'est une légende – que lors d'une visite du l'impératrice Catherine II en Crimée, Grigori Potemkine aurait fait construire des façades en carton-pâte pour masquer la misère des villages traversés. Il ne serait ni possible, ni nécessaire, de construire de fausses façades au goût de chaque habitant. Plus efficacement, il est possible de guider chaque habitant de place en place qu'on veut lui faire aimer, en évitant tout ce qui serait susceptible de lui déplaire. C'est d'ailleurs le fin mot des villages que l'impératrice traversait en 1787 : Potemkine les avait un peu apprêtés mais, surtout, il les avait choisis, parmi d'autres qui aurait pu déplaire à la souveraine et à sa suite.

La création de villes Potemkine, d'itinéraires adaptés aux gouts de chacun, serait d'autant plus facile que chacun aurait perdu le *sens de l'orientation*[1] qui lui permettrait d'emprunter des chemins de traverse et d'explorer des lieux inattendus.

Le sens de l'orientation n'est pas que de mémoire, mais aussi d'anticipation. C'est un fait de mémoire que de reconnaître un chemin déjà parcouru, séquence par séquence ; c'est un fait d'anticipation que d'imaginer un nouveau trajet, tel que, par exemple, « en tournant à droite on devrait retomber sur notre hôtel ». Si le chemin proposé n'a encore jamais été exploré par celui qui le propose, c'est qu'il peut l'inférer à partir d'informations antérieures[2]. Ou bien il conserve une parfaite mémoire de sa promenade ; par exemple, en quittant son hôtel, il aura déjà tourné trois fois dans la première à droite en quittant l'hôtel, et il peut en déduire que, si l'ilot est

[1] On ne veut pas, ici, traiter de questions biologiques et cognitives que posent l'étude sens de l'orientation. Depuis les travaux précurseurs de John O'Keefe, on en sait du sens de l'orientation ni plus ni moins que d'autres compétences humaines : ça se passe quelque part (dans l'hippocampe et leurs environs) ; c'est en partie inné (les hommes seraient meilleurs que les femmes) ; c'est en partie acquis (les chauffeurs de taxis seraient meilleurs que les chauffeurs de bus). Mais comme la science progresse lentement il peut être plus sûr d'étudier, à la manière de Kant, *les conditions a priori* du sens de l'orientation.

[2] Bien évidemment, on exclut ici qu'il y ait un véritable « sens » de l'orientation, qui nous géolocaliserait aussi surement qu'un GPS.

orthogonal, un dernier tournant le ramènera à son point de départ. Ou bien, c'est plus probable dans des expériences complexes, le visiteur aura, à chaque rupture, intuitivement *réindexé* sa position relative aux éléments déjà connus, une avenue qu'il a remontée, une rivière qu'il a longée, etc. C'est dire qu'au fur-et-à-mesure de sa promenade, il serait capable de positionner les éléments déjà parcourus sur une carte, et de s'y positionner lui-même[1].

Kevin Lynch a montré cette capacité en 1960, dans *L'image de la cité*. Certaines formes urbaines, ordonnées et séquencées, facilitent le sens de l'orientation. Leurs formes urbaines sont assez intelligibles pour que tout un chacun puisse se les représenter, dans le détail comme dans l'ensemble. Une ville intelligible permet au citoyen à se sentir de plein droit, partout dans une ville dont il connaît la forme. D'une façon ou d'une autre, l'habitant et le visiteur ont *objectivé* le plan de la ville qu'ils parcourent, avec assez d'assurance pour se risquer ailleurs que là où ils sont déjà allés.

Dans la ville intelligente qu'on nous promet, dans la ville subjective, dans la ville Potemkine, ce ne serait plus le cas. Dans une ville où on nous informerait, *en temps réel*, des choses à voir et des trajets à faire, il est très probable que le sens de l'orientation d'une partie de la population serait atrophié ; et très improbable qu'on s'écarte des sentiers battus, parfaitement balisés à notre goût.

La ville subjective est partiellement mise en œuvre. Paris dispose encore, à chaque bouche de métro, d'un plan objectif de la ville, qui superpose les lignes de métro et le tracé des rues, qui lie étroitement le sol et le sous-sol, qui permet d'arbitrer entre plusieurs modes de déplacements[2]. Mais sur les sites Internet et les applications dédiées, il en en va tout autrement. Tantôt on nous propose un seul parcours entre X à Y. Tantôt on nous signale tout ce qui est directement accessible depuis notre position. Tantôt on nous dit « marchez tout droit », « tournez à gauche », « prenez le métro » ; tantôt on nous propose ce qui est accessible ou intéressant « autour de soi ».

Certains, n'en doutons pas, saurons dompter les appareils de la domesticité, briser l'entre-soi de la socialité et objectiver la ville subjective. D'autres seront ravis d'une ville Potemkine taillée à leur mesure. Il n'y a rien de dramatique dans cette coexistence, qui peut être agréable à tous, *sauf à supposer que certaines personnes mal intentionnées veuillent capter, à leur seul profit, les compétences que nous aurions déléguées*. Mais qui peut le croire ?

---

[1] On ne préjuge pas ici d'une « carte mentale » évoquée par les neurologues et les cognitivistes, sans qu'on sache s'il s'agit d'un fait ou d'une métaphore. En affirmant que le promeneur *serait capable* de positionner des éléments connus, on énonce plus prudemment un fait observable et souvent observé depuis Kevin Lynch : des habitants et des visiteurs de sites urbains peuvent, si on les sollicite, en faire des plans maladroits, incomplets, mais pertinents. (Kevin Lynch, *The image of the city*, 1960, traduction *L'image de la cité*, Dunod, 1971.

[2] En 2017, on peut encore trouver ce plan. Il suffit de le demander en station en spécifiant qu'on veut le « plan rues » du métro et des bus.